

# Ibérica

PUBLISHING COMPANY

FOR A FREE SPAIN

Editor: Victoria Kent

*de manos dadas  
de Picasso*

93.  
112 east 19 street  
new york 4, n. y. 10003  
gramercy 3-3717  
cable: ibericapub

3 de noviembre 69

Querido Irujo:

Gracias por sus líneas . Hoy van estas para exponerle mi preocupación sobre el asunto del GUERNICA de Picasso.

Está usted al tanto de las gestiones que se viene haciendo desde Madrid para tratar de llevarse el famoso cuadro a España. Sabemos que él lo envió a título de prestamo al Museo de Arte Moderno de esta ciudad, par dejarlo en seguridad y en ese carácter está considerado aquí.

Ahora bien, como yo no estoy segura de los procedimientos que han de poner en práctica los franquistas para llevarse el cuadro, y no sé en qué condiciones físicas se encuentra mi paisano, acua usted para que vea la manera de hacerle un visita a Picasso por la persona o personas que ustedes consideren más adecuadas para llevar a cabo la misión, y traten de convencer a Picasso de que haga alguna declaración insistiendo en la frase que él dijo en otra ocasión: "El cuadro deso que vuelva a España cuando sea libre". Creo que una declaración suya pararía todas las maquinaciones y trámites para conseguir el propósito.

Recurro a usted porque conozco su actividad, su eficacia, su espíritu de lucha -buena lucha- y su amor a la patria chica y a la grande.

Espero un rotundo éxito y le envío un fuerte abrazo.

*Victoria Kent*

*Se le encierran los cuadros de hoy*

*Amigo Irujo: Le devuelvo esta carta  
ampliamenteada.*

*Con unas fotocopias.*

*Un abrazo*

*V. Kent*

*14/11/69*

*[Handwritten signature]*

# Ibérica

PUBLISHING COMPANY

FOR A FREE SPAIN

Editor: Victoria Kent

112 east 19 street  
new york 3, n. y.  
gramercy 3-3717  
cable: ibericapub

18 de Nov. 1969

Sr.D, Manuel de Irujo  
Paris

Querido Irujo:

Creo que debemos seguir la campaña del GUERNICA. Por los recortes de prensa que me envió, y por los recibido de Valera ,entendom que el abogado de Picasso, M.Dumas, ha enviado al Museum of Modern Art de New York por escrito la reiteración de los deseos de Picasso de que "esa obra deberá enviarse al Gobierno de la República Española el día en que la República sea restaurada en España".

Si eso es así, es decir, si se ha enviado ese escrito al Museo, creo necesario hagan ustedes una gestión cerca del abogado M.Dumas para obtener una copia autorizada de dicha comunicación. Esa copia, a mi juicio, se me debe enviar para depositarla aquí en una caja fuerte en un Banco. Las gestiones del Gobierno franquista pueden continuar en el futuro y es necesario recordar que las Memorias de Azaña se robaron del Consulado español en Ginebra, siendo Consul allí el cuñado de Azaña Cipriano Rivas...

Debemos prever las contingencias posibles, tales como la de que ese escrito enviado al Museo, por los procedimientos que fueren, pudiera ser sustraído. En ese caso la copia que le intereso sería válida ,con fuerza de documento auténtico y echaría por tierra los manejos de expertos ganster.

Creo que esa copia estará mas segura aqui que en Francia. Piense en mi propuesta, es una previsión que no estorba y en cambio puede ser, si llegara la ocasión, un arma definitiva.

Escribiré a Valera también en este sentido.

Con todo afecto un buen abrazo.

*Victoria Kent*

# Picasso répond « non » au vœu de l'Espagne de voir exposer « Guernica » à Madrid

Propriété, du gouvernement espagnol en exil — et dissous —  
L'œuvre se trouve en dépôt au musée de New York

(DE NOS SERVICES PARISIENS)

Paris, 13 novembre.

L'Espagne s'était réservée plusieurs années à l'avance, comme c'est l'usage, un pavillon à l'exposition internationale de Paris de 1937. La guerre civile étant intervenue, le gouvernement républicain n'avait rien à y exposer. Il eut l'heureuse idée de commander une œuvre à Pablo Picasso.

Le peintre s'inspira d'un épisode tout récent. Quelques mois plus tôt, alors que le pays basque résistait encore aux troupes de Franco, bien qu'il fut coupé des autres provinces aux mains des républicains, l'aviation allemande qui était au service des rebelles bombarde une ville — Guernica — au moment où le marché hebdomadaire réunissait citadins et paysans sur la grand-place autour de l'arbre centenaire, sym-

civiles que la Seconde Guerre mondiale vit se répéter sur une échelle beaucoup plus vaste.

## En Amérique depuis 30 ans

Picasso peignit en noir et blanc une fresque aux dimensions inusitées : c'est son œuvre qui atteint les plus grandes dimensions. Elle représente le bombardement de Guernica dans le style qui lui était propre à cette époque, éloigné de tout réalisme, mais néanmoins figuratif. Les êtres qui la peuplent incarnent avant tout la détresse des victimes et l'horreur que provoque l'attentat dont elles sont l'objet. Elle est considérée comme un des chefs-d'œuvre de l'auteur. De très nombreux visiteurs la virent dans le pavillon espagnol qui ne contenait

Le 23 octobre, M. Florentino Perez Embid, directeur des Beaux-Arts d'Espagne, déclara publiquement : « Le gouvernement estime que la place de « Guernica » est à Madrid ». Il ajouta qu'il entendait par là le musée d'Art contemporain espagnol qui est en construction à la cité universitaire.

## Un problème juridique insoluble

Picasso n'émit d'abord aucun commentaire. Toutefois, le 9 novembre, il répondit à un journaliste d'Europe 1, avec son laconisme habituel : « Je ne vois pas pourquoi on changerait l'emplacement de « Guernica ».



« Guernica » : l'horreur et la détresse des victimes innocentes.

bole des libertés communales. Aucun objectif militaire ne justifiait ce raid et Guernica ne possédait pas de valeur stratégique. La propagande tranquille, fort embarrassée, en fut réduite à prétendre que la ville avait été détruite et les habitants massacrés par des attentats dus aux communistes et aux anarchistes. En fait, le seul but de l'opération consistait à terroriser les Basques et à les amener à cesser toute résistance. L'opinion publique s'émouva : elle n'était pas encore habituée au massacre des populations

rien d'autre et elle fut reproduite quantité de fois.

Quand la guerre se termina, Picasso qui n'avait été que partiellement payé, décida de remettre la fresque en dépôt au musée d'Art moderne de New York. Elle s'y trouve toujours, dans une salle aménagée spécialement pour elle et dont la température et l'état hygrométrique sont constants car sa conservation pose des problèmes. Aussi son transfert à Paris, lors de la grande rétrospective Picasso, en 1968, fut refusé.

De son côté, M. Florentino Perez Embid a fait savoir que le gouvernement espagnol n'envisageait pas de contester la propriété de la fresque. Celle-ci pose un problème juridique pratiquement insoluble. Appartient-elle au gouvernement républicain, qui l'a commandée, ou au peintre qui n'a pas touché la totalité du prix convenu (par ailleurs dérisoire au regard de la valeur que la fresque a acquise aujourd'hui) ? En outre, le gouvernement en exil s'est dissous volontairement, il y a plusieurs années. Dans un cas précis, celui de l'en-

caisse-or de la Banque d'Espagne transférée en U.R.S.S., il a institué le nouveau régime comme son légataire, mais il ne s'en déduit pas une règle générale.

D'autre part, la déclaration du directeur des Beaux-Arts s'inscrit dans une tentative d'ensemble pour récupérer les personnalités célèbres qui ont pris parti pour les républicains. Un ami de Picasso, Sabarthes, a légué son importante collection des toiles du maître à la ville de Barcelone qui les expose d'une manière permanente. Un musée spécial a été construit pour Miro, qui a laissé faire, mais qui s'est abstenu d'assister à l'inauguration.

Malgré le scandale de « Viridiana », Bunuel a reçu l'autorisation de tourner son nouveau film en Espagne.

Sans doute, après trente ans tout est-il prescrit. Quand même, revendiquer une œuvre qui stigmatise un crime qu'on a commis, cela laisse rêveur.

Marcel DEFOSSE.

LE SOIR  
vendredi 14/11/1969  
Rédaction: 21, pl. de Louvain  
Paris: 13, rue d'Angoulême (9<sup>ème</sup>)

FERNANDO VALERA \* 9

26, RUE DES PLANTES, PARIS 14<sup>e</sup>

HOMME DE LETTRES

TÉL. : SEG. 53-46

le 15 Novembre 1969.

Monsieur le Directeur de LE SOIR,

BRUXELLES.

Monsieur le Directeur,

De nombreux espagnols, résidant en Belgique, m'écrivent étonnés par certaines erreurs contenues dans l'article que votre correspondant, Monsieur Marcel Defosse, vient de publier dans LE SOIR du 14 Novembre, PICASSO REpond NON.

D'abord, il n'est pas exact que "le Gouvernement en exil s'est dissout volontairement il y a plusieurs années". Le Gouvernement Républicain Espagnol en Exil existe toujours, présidé par deux des plus éminentes personnalités espagnoles de notre temps: le Professeur Don Luis Jiménez de Asúa, autorité mondialement reconnue dans sa spécialité de Droit Penal, Président du Parlement exerçant les fonctions de Président de la République, et Monsieur Claudio Sánchez Albornoz, ancien Recteur de l'Université de Madrid, Ministre des Affaires Etrangères d'Espagne en 1932, et notre plus illustre historien du Moyen Age, qui est Président du Gouvernement.

De plus, la République Espagnole en exil jouit d'un statut diplomatique international, maintient l'Ambassade d'Espagne au Mexique et plus de cinquante Légations et représentations officielles ou officieuses dans le monde, et elle a l'appui de la plupart des trois millions d'espagnols -réfugiés ou non- résidant à l'étranger.

Je me permets de vous envoyer, ci-joint, le texte d'une conférence que j'ai prononcée à New York, en ma qualité de Ministre des Affaires Etrangères, où vous trouverez à la page 42, ces mots: "Tant que la volonté nationale ne se sera pas exprimée, notre devoir et notre engagement c'est la sauvegarde du patrimoine sacré de la légitimité républicaine... qui ne peut être en aucune manière abrogée par la violence de la soldatesque prétorienne". "Le Gouvernement de la République, représentant suprême de l'Espagne, demeurera tant qu'il aura une mission historique à accomplir". "Il y aura toujours le Gouvernement de la République en Exil, tant que l'Espagne ne sera pas un pays libre qui puisse élire un nouveau gouvernement légitime".

Quant à l'affirmation de Monsieur Defosse selon laquelle, "dans un cas précis, celui de l'encaisse-or de la Banque d'Espagne transférée en URSS, le Gouvernement en Exil aurait institué le nouveau régime de Franco comme son légataire", je tiens à préciser que, si quelqu'un a pris cette initiative, ce n'est certainement pas avec l'accord du Gouvernement légitime en exil qui d'ailleurs n'a jamais pu récupérer l'administration de la plupart des valeurs appartenant à la République, tel le magnifique

PARIS 14  
de Picasso GUERNICA. Si le Gouvernement Républicain possédait cette œuvre, elle ne serait pas exposée aujourd'hui à New York, mais dans le Musée National du Mexique, et les bénéfices de son exposition publique iraient aux quelques deux mille grands mutilés de l'armée républicaine qui supportent si dignement leur misère en exil sans avoir capitulé devant le régime totalitaire qui fut imposé à l'Espagne en 1939 "grâce à l'intervention armée de Hitler et Mussolini comme partie du complot qui a déchaîné la Seconde Guerre Mondiale" (l'ONU dixit).

En vous remerciant d'avance des rectifications que vous ne manquerez pas d'apporter à l'article de Monsieur Marcel Defosse, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'expression de mes sentiments distingués

Monsieur le Directeur

Le Soir  
Bruvailles

JEUDI 20 NOVEMBRE 1969

## A propos de « Guernica »

A la suite de l'article que nous avons publié le 14 novembre, sous le titre « Picasso répond non au vœu de l'Espagne de voir exposer « Guernica » à Madrid », M. Fernando Valera, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de la République espagnole en exil nous écrit pour nous indiquer que, contrairement à ce qu'exprimait le sous-titre de cet article, le dit gouvernement « ne s'est pas dissout volontairement il y a plusieurs années ». Le gouvernement de la République espagnole en exil existe toujours; il jouit d'un statut diplomatique international, maintient l'ambassade d'Espagne au Mexique et plus de cinquante légations et représentations officielles ou officieuses dans le monde. Le professeur Jiménez de Asua y exerce les fonctions de président de la République et M. Cl. Sanchez Albornoz celles de président du gouvernement.

M. Valera nous rappelle que le gouvernement en exil demeurera en fonction « tant que la volonté nationale ne se sera pas exprimée ». Il nous précise encore que le gouvernement en exil n'a pas pris l'initiative « d'instituer le nouveau régime de Franco comme son légataire de l'encaisse-or de la Banque d'Espagne transférée en U. R. S. S. », au contraire, le gouvernement en exil n'a jamais pu récupérer l'administration de la plupart des valeurs appartenant à la République.

## « Guernica » volverá a España el día en que se restaure la República

Para poner término a los rumores que levantó la tentativa del Gobierno franquista de recuperar el cuadro « Guernica », de Picasso, éste ha encargado a su abogado, Roland Dumas, el reiterar sus intenciones respecto a la destinación de la obra, cerca del « Museum of Modern Art » de Nueva York, depositario del cuadro.

En una carta del señor Dumas, se dice lo siguiente :

« Pablo Picasso hizo conocer claramente en su momento, que esta obra debería ser entregada al Gobierno de la República Española el día en que la República sea restaurada en España ».

« Picasso no ha cambiado de intención en cuanto a la destinación de esta obra de arte ».

« El me ha encargado de confirmároslo y me ha confiado la misión de asegurarme cerca de ustedes de que esa es también vuestra interpretación de los hechos... »

Mandatarios que se expresaban en nombre del Gobierno franquista han tentado recientemente de tomar contacto con Picasso para pedirle si aceptaría que « Guernica » fuese entregado a las autoridades de Madrid, para figurar en el Museo de Arte Contemporáneo o en el Prado. Según el abogado del pintor, « estas gestiones se basan en un equivoco mantenido por el Gobierno español que finge creer que Pablo Picasso habría hecho don en el pasado de esta obra « a la juventud española », y que esta juventud desearía poderla contemplar en España misma ».

« Esta versión de los hechos es inexacta... »

Así se pone coto a esa burla sangrienta, intentada por los franquistas, de exhibir el justamente famoso « Guernica » bajo la guardia del régimen que consintió la destrucción de la histórica ciudad vasca por la aviación de Hitler. Esta puesta a punto era tanto más necesaria cuanto que debido a esos rumores Picasso había recibido numerosas cartas acusándolo de renegado.

21/11/69

Amiga Victoria:

Recibo sus dos cartas del 17 y 18 cts. Las hago seguir al Sr. Valera, como lo hice con la anterior. Entiendo que a él corresponde en primer término ocuparse de este asunto, como Ministro de Relaciones del Gobierno de la Republica. La suya del 18 me reitera en la disposición adoptada ya, al ver que usted está en relaciones fructuosas con el Sr. Valera, el cual, sin duda está en mejores condiciones que yo para enviarle el artículo que sobre el tema del cuadro de Picasso me pedía.

Para servir la petición de usted, las señas de Picasso, escribí a Jean Cassou, 4 rue du Cardinal Lemoine, Paris 5. No me ha contestado. Si usted quiere repetir la petición tomando mi nombre como excusa me parecería bien. Pero pienso que la vía Valera-Dumas será más eficaz.

Suyo